



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Soldes flottants : le CdCF demande leur suppression

Deux ans après l'entrée en vigueur de la LME, en accord avec la majorité des fédérations du commerce, le CdCF se prononce aujourd'hui pour un aménagement du régime des soldes. Ainsi, le Conseil du Commerce de France propose notamment la suppression des soldes flottants.

Conçus initialement pour permettre aux consommateurs de bénéficier plus souvent de prix réduits, ces « soldes flottants » ont plutôt eu un effet négatif à leur égard en faussant leur repère prix. De plus, ces soldes flottants viennent considérablement perturber et dénaturer les deux grandes périodes nationales de soldes, ainsi que la perception et les attentes qu'en ont les consommateurs.

La LME offre aux commerçants une multitude d'outils, telle que la possibilité de communiquer sur des déstockages à tout moment de l'année - y compris en dehors du point de vente, pour permettre aux consommateurs de faire plus souvent de « bonnes affaires ». C'est pourquoi, la plupart des fédérations adhérentes du CdCF ne considère pas les soldes flottants comme nécessaires.

Concernant les soldes nationaux, le CdCF regrette la pléthore des dérogations – 14 dérogations départementales hors DOM-COM, dont la plupart n'ont aucune justification économique. Les dérogations doivent rester exceptionnelles ! Le Conseil du Commerce de France souhaite que les dérogations qui ont pour effet d'anticiper le démarrage des soldes soient supprimées.

De la même manière, le CdCF considère que l'application de dates dérogatoires aux entreprises de vente à distance peut entraîner d'importantes distorsions de concurrence entre des entreprises dont la clientèle est répartie sur l'ensemble du territoire national. Aussi, le CdCF considère que les opérations de ventes en soldes proposées dans le cadre d'une vente à distance devraient être soumises à la date nationale, indépendamment du lieu d'implantation de l'entreprise ou du site Internet.

### Contact

*Gérard ATLAN, Président du Conseil du Commerce de France, 06.07.57.36.79*